

**ROYAUME DU MAROC  
MINISTERE DE L'INTERIEUR**

**\*\*\*\*\***

**REGION FES MEKNES**

**A.O.O. N° 06/RFM/2017**

**MARCHE N° /2017**

**Objet du Marché :**

**ACQUISITION D'UNE UNITE MOBILE MEDICALISEE POUR LA  
PROVINCE D'IFRANE.**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

# **SOMMAIRE**

## **CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1 : Objet de l'appel d'offres**

**Article 2 : Pièces constitutives du marché**

**Article 3 : Textes Généraux**

**Article 4 : Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'ouvrage déléguée**

**Article 5 : Nature des prix**

**Article 6 : Normes**

**Article 7 : Confidentialité des renseignements**

**Article 8 : Cautionnements - Retenue de garantie**

**Article 9 : Validité du marché**

**Article 10 : Règlement des sommes dues - Mode de règlement - Conditions de paiements**

**Article 11 : Délai et lieu de livraison des fournitures - Pénalités**

**Article 12 : Nantissement**

**Article 13 : Election de domicile**

**Article 14 : Règlement des litiges**

**Article 15 : Conditions d'exécution**

**Article 16 : Réception du marché**

**Article 17 : Assurance contre les risques**

**Article 18 : Conditions de résiliation du marché**

**Article 19 : Frais d'enregistrement et de timbres**

**Article 20 : Cas de force majeure**

**Article 21 : Service après vente**

**Article 22 : Services connexes**

**Article 21 : Audit des projets INDH**

**Article 22 : Communications**

## **CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

## **CHAPITRE III : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF**

Marché passé par appel d'offre ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics

**Entre**

Entre Monsieur : **le Président du Conseil de la Région Fès-Meknès** agissant au nom de la Région Fès-Meknès, dénommé ci-après « la maitre d'ouvrage » ou « l'administration »

**D'une part,**

**Et :**

M. : .....  
Qualité : .....  
Agissant au nom et pour le compte de: .....  
Raison sociale et forme juridique : .....  
Au capital de : .....  
Adresse du siège social de la société : .....  
Adresse du domicile élu : .....  
Affiliée à la CNSS sous N° : .....  
Inscrit au registre de commerce sous N° ..... à .....  
N° de patente : .....  
N° d'IF : .....  
Compte bancaire N° : ..... à .....  
Domicilié à : .....  
Au nom de : .....  
Désigné, ci-après, par le « Fournisseur »

**D'autre part**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

## **CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres a pour objet : **acquisition d'une unité mobile médicalisée pour la province d'Ifrane.**

### **ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- Le bordereau des prix - détail estimatif ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.T.) exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016) ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, le fournisseur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

### **ARTICLE 3 : TEXTES GENERAUX**

Le fournisseur est soumis aux dispositions des textes généraux ci-après :

- Le Décret n° 2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- La loi organique 111-14 relative aux régions
- Le décret N° 2-09-441 du 17 moharrem 1431 ( 3 Janvier 2010 ) portant règlement de la comptabilité des collectivités locales et de leurs groupements
- Le dahir N° 1.09.02 du 22 safar 1430 (18 Février 2010), portant promulgation de la loi N° 45.08, relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements
- Les textes réglementant la main d'œuvre et les salaires notamment, le décret n° 2-85-679 du 15 Hijja 1405 (01/09/1985) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Le Dahir des Obligations et Contrats et notamment son article 769.

- Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relatif au nantissement des marchés publics ;
- Le décret n°2-07-1235 (4 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat.
- Le Dahir n°1-85-347 du 10/12/1986 portant promulgation de la loi 30-85 relative à la TVA.
- Le Décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.;
- Le décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- L'arrêté du chef de gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.
- La convention cadre entre le conseil Régional et la Direction Régionale de la Santé.
- la convention entre la Région Fès-Meknès, Messieurs le WALI et les Gouverneurs des Préfectures et Provinces de la Région et l'Agence Régionale d'Exécution des Projets de la Région Fès-Meknès.

#### **ARTICLE 4 : MAITRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE**

Le Maître d'ouvrage est la Région Fès-Meknès.

#### **ARTICLE 5 : NATURE DES PRIX**

Les prix du marché, libellés en dirhams, sont **fermes et non révisables**. Ils doivent comprendre le bénéfice ainsi que tous les droits, impôts, taxe sur la valeur ajoutée (TVA), droits de douane s'il y a lieu, frais de transport intérieur, d'assurance et autres coûts locaux afférents à la livraison objet du marché.

Le fournisseur est demandé de fournir les services ci-après :

- Le montage ou la supervision du montage sur le site du projet ou mise en service des fournitures livrées ;
- La fourniture des outils nécessaires au montage et à l'entretien pour chaque élément des fournitures livrées ;
- La fourniture d'un manuel détaillé d'utilisation et d'entretien pour chaque élément des fournitures livrées.

#### **ARTICLE 6 : NORMES**

Les fournitures livrées en exécution du présent CPS, seront conformes aux normes applicables en vigueur au Royaume du Maroc et à défaut aux normes internationales en vigueur.

## **ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS**

Le fournisseur, sauf consentement préalable donné par écrit par le maître d'ouvrage, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par le maître d'ouvrage ou en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre que les personnes employées par le fournisseur à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document autre que le marché lui même demeurera la propriété du maître d'ouvrage et tous ses exemplaires seront retournés au maître d'ouvrage, sur sa demande, après exécution des obligations contractuelles.

## **ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENTS**

Le cautionnement provisoire est fixé à Vingt mille **(20.000,00) Dirhams**.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché arrondi à la dizaine de Dirham supérieure, et doit être constitué dans les (20 Jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché, la garantie sera d'une (1) année.

## **ARTICLE 9 : RETENUE DE GARANTIE**

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au fournisseur

## **ARTICLE 10 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE**

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

## **ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT**

Pour l'établissement des décomptes le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en cinq (05) exemplaires décrivant les fournitures livrées et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer, ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix aux quantités réellement livrées, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire indiqué à l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 12 : DELAI ET LIEU DE LIVRAISON DES FOURNITURES - PENALITES**

Les fournitures objet du marché doivent être livrées dans un délai maximum de **Deux (02) Mois**.

Le délai commence à courir à partir de la date fixée dans l'ordre de service de commencement des prestations. Toutefois, si cette date n'est pas fixée par l'ordre de service, le délai commence à courir à compter du lendemain du jour où s'est produit l'acte ou le fait générateur du délai.

Ce délai est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour du mois.

Dans le délai imparti, les fournitures objet du présent marché peuvent faire l'objet d'une livraison unique ou de plusieurs livraisons partielles sans que celles-ci ne dépassent la livraison totale. Un calendrier des livraisons, à titre indicatif, sera arrêté en commun accord entre les parties, et pourra faire l'objet de modification en cours d'exécution.

La livraison sera effectuée au **Siège de la Région Fès-Meknès**.

Avant la livraison des fournitures, le fournisseur fera parvenir au maître d'ouvrage

- Copies des factures du fournisseur décrivant les fournitures, leurs quantités, leur prix unitaire et le montant total ;
- Certificat de garantie du fabricant ou du fournisseur ;
- Le cas échéant, certificat d'inspection émis par le service d'inspection désigné, et rapport d'inspection en usine du fournisseur ;
- Certificat d'origine.

A défaut par le fournisseur d'avoir terminé la totalité des exécutions dans le délai imparti, il lui sera appliqué une pénalité calculée selon la formule suivante :  **$P = V \times R / 1000$** , dans laquelle :

V= La valeur de matériel livré avec retard.

R= le nombre de jours de retard.

P= 1/1000 de la valeur de matériel livré en retard par jour.

Les pénalités seront déduites d'office des décomptes des sommes dues au fournisseur et sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités est plafonné à huit pour cent (08%) du montant du marché augmenté le cas échéant par les avenants.

Au cas où le montant des pénalités dépasse ce plafond, l'administration se réserve le droit de résilier le marché au tort du co-contractant.

### **ARTICLE 13 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une mise en nantissement du marché, il est prévu que :

1. La liquidation des sommes dues sera opérée par Monsieur par le président du Conseil de la Région FES-MEKNES

2. Le fonctionnaire chargé de fournir tant au titulaire du marché qu'aux bénéficiaires du nantissement ou subrogations, les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir n°1-15-05 du 19 février 2015 est Monsieur le président du Conseil de la Région FES-MEKNES

3. Les paiements prévus au marché seront effectués par Mr. le Trésorier régional de Fès-Meknès, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

En application de l'article 13 du C.C.A.G-T, le maître d'ouvrage délivre sans frais, au prestataire de services, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire du marché portant la mention "exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir n°1-15-05 du 19 février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de l'exemplaire unique remis au prestataire de services sont à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ce document préalablement à la constitution du cautionnement définitif.

### **ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE**

A défaut par le fournisseur de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 20 du C.C.A.G.T toutes les notifications qui se rapportent au présent marché lui seront valablement faites à son domicile figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement et de produire les déclarations de changement de domicile faite auprès de l'autorité administrative locale du nouveau lieu d'exercice ou du siège de la société en cas de changement dans une autre commune.



## **ARTICLE 15 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de contestation entre le maître d'ouvrage et le fournisseur, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 81 ; 82 ; 83 et 84 du C.C.A.G.T.

## **ARTICLE 16 : CONDITIONS D'EXECUTION**

### **A : LIVRAISON**

1. Le matériel sera livré au siège de la Région Fès-Meknès, aux jours et heures fixées par l'Administration sans aucune majoration de prix pour les frais de transport ou de manipulation qui demeurent à la charge du fournisseur.
2. Aucun matériel n'est expédié ou livré au lieu de réception tant que le titulaire n'a pas obtenu de l'Administration un ordre de livraison. Le titulaire est responsable de la livraison au lieu de réception de tout le matériel, ainsi que des équipements du titulaire requis pour les besoins du marché. Si l'Administration omet soit de délivrer le certificat de réception provisoire, soit de rejeter la demande du titulaire dans un délai de 30 jours, il est réputé avoir délivré ce certificat le dernier jour de ce délai.
3. Chaque emballage doit être marqué clairement, conformément aux conditions particulières.
4. La livraison est réputée avoir été faite lorsqu'il existe la preuve écrite, à la disposition de chacune des parties, que le matériel a été livré conformément aux termes du marché et que la ou les facture(s) et tous autres documents stipulés dans les conditions particulières ont été remis au pouvoir adjudicateur. Dans le cas où le matériel est livré à un établissement du pouvoir adjudicateur, cette dernière assume la responsabilité de dépositaire, conformément aux exigences du droit applicable au marché, pendant la période comprise entre la livraison pour entreposage et la réception.

### **B : OPERATIONS DE VERIFICATION**

1. Le matériel n'est réceptionné qu'après avoir subi, aux frais du titulaire, les vérifications et tests prescrits. Les inspections et les essais peuvent être effectués avant l'expédition au lieu de livraison et/ou au lieu de destination finale des biens.
2. En cours de la livraison du matériel et avant leur réception, l'Administration a la faculté:
  - a) d'ordonner l'enlèvement du lieu de réception, dans le ou les délai(s) indiqué(s) dans l'ordre donné, de tout le matériel qui, de l'avis de l'Administration, n'est pas conforme au marché;
  - b) d'ordonner leur remplacement par du matériel conforme;

- c) d'ordonner l'enlèvement et la réinstallation correcte, nonobstant les essais préalables ou les acomptes éventuels, de toute installation qui, de l'avis de l'Administration, n'est pas conforme au marché en ce qui concerne les matériaux, la livraison ou la conception dont le titulaire est responsable;
  - d) de décider qu'un travail effectué, un bien fourni ou un matériel utilisé par le titulaire n'est pas conforme au marché ou que le matériel, en tout ou en partie, ne remplit pas les exigences du marché.
3. Le titulaire remédie rapidement, à ses propres frais, aux vices ainsi signalés. À défaut, le pouvoir adjudicateur a le droit d'employer d'autres personnes pour exécuter les ordres, et tous les frais, directs ou accessoires sont récupérables auprès du titulaire par le pouvoir adjudicateur ou peuvent être déduits par ce dernier des sommes dues ou à devoir au titulaire.
4. Le matériel qui n'a pas la qualité requise est rebuté. Une marque spéciale peut être appliquée sur le matériel rebuté. Elle ne doit pas être de nature à les altérer ou à en affecter la valeur commerciale. Le matériel rebuté est enlevé du lieu de réception par le titulaire si l'Administration l'exige, dans le délai indiqué par ce dernier, faute de quoi elles sont enlevées d'office aux frais et aux risques et périls du titulaire. Tout ouvrage auquel ont été incorporés des matériaux rebutés est refusé.

## **ARTICLE 17 : RECEPTION DU MARCHE**

La réception provisoire et la réception définitive seront prononcées conformément aux dispositions de l'article 73 et 76 du C.C.A.G - T.

### **A : RECEPTION PROVISoire**

Le matériel sera compté et vérifié en vue de son identification conformément à l'offre technique présentée par le soumissionnaire. En cas de tentative de fraude ou de tromperie, le délit sera constaté dans les formes légales et réglementaires.

La réception du matériel ne libère pas le fournisseur si au cours de l'utilisation, certains articles sont reconnus, inutilisables ou non conformes, le fournisseur sera tenu à leur remplacement dans l'immédiat.

La réception technique provisoire sera faite sur site par une commission technique désignée à cet effet par l'Administration qui sera chargée d'examiner la quantité, la conformité et la qualité du matériel et prestations objet du marché. Elle fera l'objet d'un procès verbal. Au cas

où il y aurait des réserves, le fournisseur sera tenu de les lever et d'en apporter la preuve à ses frais.

1. Le pouvoir adjudicateur prend possession du matériel dès qu'il a été livré conformément au marché, ont satisfait aux essais exigés ou ont été mises en service, selon le cas, et qu'un procès verbal de réception provisoire a été délivré ou est réputé avoir été délivré.
2. Le titulaire peut demander, par notification adressée à l'Administration, l'établissement d'un procès verbal de réception provisoire lorsque le matériel est prêt pour la réception provisoire, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande du titulaire, par l'Administration:
  - établit le procès-verbal de réception provisoire à l'intention du titulaire, avec copie au pouvoir adjudicateur, en indiquant, le cas échéant, ses réserves et notamment la date à laquelle, à son avis, du matériel a été achevé conformément au marché et était prêt pour la réception provisoire.
  - ou rejette la demande en motivant sa décision et en spécifiant les mesures, qui, à son avis, doivent être prises par le titulaire en vue de la délivrance du procès verbal.
3. Si des circonstances exceptionnelles empêchent d'effectuer la réception du matériel au cours de la période fixée pour la réception provisoire ou définitive, un procès-verbal attestant cet empêchement est dressé par l'Administration après consultation, si possible, du titulaire. Procès-verbal de réception ou de refus est établi dans un délai de trente jours suivant la date à laquelle l'empêchement a cessé d'exister. Le titulaire ne peut invoquer ces circonstances pour se soustraire à l'obligation de présenter le matériel dans un état propre à la réception.
4. Si l'Administration omet, soit de délivrer le procès verbal de réception provisoire, soit de rejeter le matériel dans un délai de trente jours, il est réputé avoir délivré ce procès verbal au terme de ce délai.
5. Après la réception provisoire du matériel, le titulaire doit procéder au repliement et à l'enlèvement des installations temporaires, ainsi que des matériaux qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché.

## **B : OBLIGATIONS AU TITRE DE LA GARANTIE**

1. Sauf dispositions contraires du marché, le titulaire garantit que le matériel est neuf, encore inutilisées, du modèle le plus récent et qu'il comprend toutes les améliorations récentes

quant à leur conception et leurs matériaux. Cette garantie demeure valable, conformément aux conditions particulières.

2. Le titulaire est tenu de remédier à tout vice ou dommage affectant une partie quelconque du matériel, qui apparaîtrait ou surviendrait au cours de la période de garantie et qui:
  - a) résulterait de l'utilisation de matériaux défectueux ou d'une mauvaise livraison ou conception par le titulaire ou
  - b) résulterait de tout acte ou omission du titulaire pendant la période de garantie ou
  - c) serait révélé par une inspection effectuée par le pouvoir adjudicateur ou en son nom.
3. Le titulaire remédie dès que possible, à ses propres frais, à tout vice ou dommage. La période de garantie pour tous les éléments remplacés ou remis en état recommence à compter de la date à laquelle le remplacement ou la remise en état a été effectuée d'une façon jugée satisfaisante par l'Administration.
4. Si des vices apparaissent ou des dommages surviennent au cours de la période de garantie, l'Administration le notifie au titulaire. Si celui-ci omet de réparer un vice ou un dommage dans le délai indiqué dans la notification, l'administration peut:
  - a) réparer elle-même ce vice ou ce dommage ou les faire réparer par un tiers aux frais et risques du titulaire, les frais encourus par l'administration étant alors prélevés sur les sommes dues au titulaire ou sur les garanties détenues à son égard ou sur les deux;
  - b) résilier le marché.
5. Dans les cas d'urgence, lorsque le titulaire ne peut être joint immédiatement ou, ayant été contacté, ne peut pas prendre les mesures requises, le pouvoir adjudicateur ou l'Administration peut faire exécuter les travaux aux frais du titulaire. le pouvoir adjudicateur ou l'Administration informe aussitôt que possible le titulaire des mesures prises.
6. L'obligation d'entretien est stipulée par les conditions particulières et par les spécifications techniques. Si la période de garantie n'est pas spécifiée, elle porte sur 365 jours. La période de garantie commence à la date de la réception provisoire.
7. Le titulaire du marché doit présenter un engagement prouvant que tous le matériel objet du marché sont sous garantie pendant une durée de 01 (un) an et que tout dommages ou quelque chose entraînant l'inutilisation du matériel durant cette période seront à ses charges.

## **C : RECEPTION DEFINITIVE**

1. À l'expiration de la période de garantie **d'un an**, et lorsque tous les vices ou dommages ont été rectifiés, l'Administration délivre au titulaire un procès verbal de réception définitive, avec copie au pouvoir adjudicateur, indiquant la date à laquelle le titulaire s'est acquitté de ses obligations au titre du marché d'une manière jugée satisfaisante par l'Administration. Le

procès verbal de réception définitive est délivré par l'Administration dans les 30 jours qui suivent l'expiration de la période de garantie ou dès que les réparations ordonnées, ont été achevées d'une manière jugée satisfaisante par l'Administration.

2. Le marché n'est pas considéré comme pleinement exécuté tant que le procès verbal définitive n'a pas été signé ou réputé avoir été signé par l'Administration.
3. Nonobstant la délivrance du procès verbal de réception définitive, le titulaire et le pouvoir adjudicateur demeurent tenus de s'acquitter de toute obligation qui a été contractée au titre du marché avant l'établissement du procès verbal de réception définitive et qui n'a pas encore été remplie au moment de la délivrance du dit procès-verbal La nature et la portée de toute obligation de ce type seront déterminées par référence aux stipulations du contrat.

## **ARTICLE 18 : ASSURANCE CONTRE LES RISQUES**

### **A- Risque d'accidents**

Le titulaire du marché doit se conformer aux dispositions du dahir du 25 Juin 1927, du dahir 21 Mai 1963 et du dahir du 27 Décembre 1944 relatifs aux accidents prévus par la législation du travail et aux textes qui les ont modifiés ou complétés.

### **B- Risque de vol, dommage et incendie**

Le titulaire du marché est tenu, préalablement à la livraison, de faire assurer à ses frais contre le vol, dommage et l'incendie les fournitures destinées au maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 19 : CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE**

Le marché pourra être résilié, le cas échéant, dans les conditions prévues par le l'article 69 du C.C.A.G.T.

## **ARTICLE 20 : FRAIS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRES**

Les frais d'enregistrement de l'original du marché sont à la charge du titulaire du marché, qui doit en outre timbrer la facture soldant le marché, et le procès-verbal de réception conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 21 : CAS DE FORCE MAJEURE**

Conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAGT, les phénomènes naturels imprévisibles constituant un évènement de force majeure au titre du marché peuvent inclure les inondations à conditions qu'ils échappent au contrôle du fournisseur et qu'ils ne soient pas attribuables à sa faute ou à sa négligence.

## **ARTICLE 22 : SERVICE APRES VENTE**

Le fournisseur doit assurer pendant l'année de garantie un service après vente des équipements et des pièces de rechange d'origines en cas de besoin. Les coûts de ce service sont inclus dans le montant de l'offre.

Un engagement sur la maintenance est demandé.

En plus des interventions curatives, Le fournisseur est tenu de faire **deux visites d'entretiens** préventifs pendant la durée de garantie et doit alors établir des rapports d'intervention.

Ces rapports seront exigés pendant la réception définitive.

## **ARTICLE 23 : SERVICES CONNEXES**

Le fournisseur doit garantir à la Région les services suivants qui sont inclus dans le prix de la fourniture :

- Fourniture des outils nécessaires au montage et/ou à l'entretien des fournitures livrées ;
- Fourniture des manuels détaillés d'utilisation et d'entretien approprié pour chaque matériel livré ;
- Contrôle, entretien et réparation des fournitures livrées pendant la période de garantie.

Le coût de ces services connexes est inclut dans le montant de l'offre.

## **ARTICLE 24 : COMMUNICATIONS**

Les communications de toutes natures relatives à l'exécution des prestations entre le maître d'ouvrage et le fournisseur se font par écrit. Elles sont notifiées ou déposées à l'adresse indiquée par les deux parties.

Les communications prévues ci-dessus sont soit déposées contre récépissé auprès du destinataire, soit adressés audit destinataire par lettre recommandée avec accusé de réception et ce dans le délai imparti, s'il en est prévu un. La date du récépissé ou de l'accusé de réception fait foi pour la détermination du calcul du délai. Elles peuvent également lui être expédiées, à titre complémentaire, par fax confirmé, ou par courrier électronique.

Les communications échangées entre le maître d'ouvrage et le fournisseur doivent être consignées à leur envoi ou à leur réception sur un registre tenu par le maître d'ouvrage à cet effet.

## **CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Les spécificités techniques sont indiquées dans la désignation des articles qui figurent sur le bordereau des prix - détail estimatif pour chaque article.

### **Camion Porteur :**

Le camion est dimensionné pour supporter une carrosserie avec équipement montés.

#### **1. Moteur**

Carburant : Diesel

Puissance Maximum : 120 CV/3200 tr/min

Nombre de cylindres : 4 en ligne

le camion aura un PTC de 7 T minimum

#### **2. Carrosserie**

Carrosserie réalisée PLYWOOD de 17 mm

Longueur hors tout : 5000 MM

Largeur hors tout : 2100 MM

Hauteur : 2200 MM

Deux compartiments seront aménagés à l'intérieur grâce à la pose de séparations montée sur châssis aluminium avec portes :

#### **a. COMPARTIMENT CONSULTATION GYNECOLOGIQUE**

#### **b. COMPARTIMENT SALLE LABORATOIRE**

#### **3. EQUIPEMENT TECHNIQUES GENERIQUES :**

- Le plancher du véhicule réalisé en tôle striés recouvert d'un parquet.
- Un système d'éclairage encastré de type lumière du jour.
- 2 Climatiseurs dans chaque salle.
- Extérieure un Pare a vent extérieur escamotable

Pour des raisons de sécurité et de commodité, l'ensemble des équipements techniques ci-après doivent être livrés et installé en l'occurrence :

- Réservoir d'eau 100 l de volume min
- Réservoir en composite de récupération eaux usées avec robinet de vidange
  - \* Groupe électrogène
  - \* Coffre de rangement
  - \* deux Extincteurs

#### **4. COMPARTIMENT SALLE DE CONSULTATION GYNECOLOGIQUE:**

##### **I- AMENAGEMENT :**

Géométrie : 3000 mm x 2100 mm

Enceinte fermée avec porte accès coté couloir

1 meuble de rangement et bureau avec 2 siège

1 Poubelle

Table Gynéco

Pose d'une goulotte au sol avec de courant en 220V suivant équipements installés et prédisposition pour la réception de l'échographe Numérique pour la consultation

Baies vitrées avec rideaux

2 (deux) Escaliers Escamotables sous châssis, un cotés arrière et un autre coté droit.

##### **II- EQUIPEMENTS MEDICALES :**

##### **a. ECHOGRAPHIE NUMERIQUES N/B AVEC CHARIOT MOBILE ET IMPRIMANTE :**

Caractéristiques techniques :

CONFORMITE : CE MEDICAL

FONCTIONNALITES :

- \* Universel : abdominale, urologie, gynécologie, obstétrique, cardiologie, biopsie.
- \* Faisceaux numériques
- \* 2 connecteurs de sondes
- \* Sondes multifréquences
- \* Fréquence maximum supérieure à 10 Mhz
- \* Ecran 12" non entrelacé.

##### **FONCTIONS :**

- \* Mémoire CINE loop de 256 images
- \* Stockage 16 images
- \* IP (Fonction de calcul d'images)
- \* DICOM 3.0 (option)
- \* Sonde convexe multifréquences : 3.5 Mhz/R60 (2.0/3.5/6.0 Mhz)
- \* Chariot mobile

##### **DESCRIPTIF TECHNIQUE :**

Description générale :

Modes : B, B+B, B+M, M

Nombres de couleurs : 256 (noir et blanc gamme de gris)

Ecran : non entrelacé

Connecteur de sondes : 2 (en standard)



Faisceaux : Faisceaux numérique (DRF)  
Focalisation de réception dynamique (DRF)  
Balayage dynamique de fréquences (DFS)  
Ouverture dynamique en temps réel (RDA)  
Apodization de réception dynamique (DRA)  
Formation d'images par spécialités de tissus (TSI)  
Angle de balayage : de 40 à 128 degrés (selon les sondes)  
Profondeur de balayage (mm) : de 25.9 à 256 (selon les sondes)

#### Traitement d'images

##### **Prétraitement :**

Niveau dynamique  
Perfectionnement de bord  
corrélation d'image  
Lissage  
Corrélation de ligne  
Ajustement sur 6-segments TGC  
IP (Calcule d'images)  
Post-traitement : Gamme de gris  
Rejet (images)  
Inversion droite-gauche  
Inversion haut-bas  
Imprimante

Alimentation : 220 V

## **5. COMPARTIMENT SALLE DE LABORATOIRE**

### **I - AMENAGEMENT :**

Géométrie 2000 mm x 2100 mm  
Pose : 1 meuble, 1 siège  
Porte entrée avec escalier glissant escamotable & une porte coté salle de consultation.  
Extincteur  
Une paillasse en corion équipée d'une lave main inox, sous la paillasse, meuble de rangement avec un Frigo, une poubelle et un meuble suspendu au dessus de la paillasse.  
Pose d'une goulotte au sol avec prises de courant en 220 V suivant équipements installés.  
Baies vitrées avec rideaux  
Un tableau de commande avec fusibles définis en collaboration avec le client.

## **II - EQUIPEMENT MEDICALES :**

### **1. Automate d'hématologie :**

Compteur de globules (automates d'hématologie)

ce compteur de globules (analyseur, appareil ou automate) d'hématologie est entièrement automatique et économique.

Il permet la différenciation de 03 sous populations des WBC,

Min 18 paramètres

03 histogrammes,

30 échantillons par heure,

stockage des données de 10000 échantillons+histogrammes.

- \* Affichage sur écran couleur LCD
- \* Imprimante thermique intégrée
- \* Spécifications techniques du compteur de globules
- \* Paramètres WBC, Lymph# , Mid# , Lymph%, Mid%, Gran%, HGB, HCT, MCV, MCH, MCHC, RDW-CV, RDW-SD, PLT, MPV, PDW, PCT+Histogramme WBC, RBC, PLT
- \* Principes du compteur de globules
- \* Comptage des cellules par résistance thermique
- \* Mesure photométrique sans cyanite pour la mesure de HGB
- \* Performances du compteur de globules : Paramètre linéaire Précision WBC (10exp9/L) 0.0-99.9 3.0(4.0-15.0) RBC (10exp 12/L) 0.2-99.9 2(3.00-6.50) HGB (g/L) 0-300 2(100-180) MCV (fl) 1(70.0-100.0) PLT(109/L) 0-999 5(200-500)
- \* Volume échantillon
- \* Prédilué : 20ul
- \* Sang complet : 13ul
- \* Diamètre : 80um
- \* Cadence : 30 échantillons par heure
- \* **Affichage :**
- \* LCD couleur
- \* Résolution : 640 x 480
- \* Menu : Comptage, revisualisation, contrôle de qualité, setup, service, calibration, mise hors tension
- \* Entrée/Sortie : RS232x2, imprimante sortie parallèle en option, interface pour clavier
- \* Impression du compteur de globules
- \* Imprimante thermique de 50 nm de largeur

- \* Plusieurs formats d'impression disponibles
- \* Environnement du compteur de globules

## **2. SPECTROPHOTOMETRE :**

### **Caractéristiques :**

- Domaine spectral de 340 à 670 NM minimum avec sélection automatique
- Bande passante inférieur à 8 mm
- Gamme photométrique de 0 à 3,5 Abs
- Stabilité inférieur à 0.005 A par 20 mn à 340 nm
- Thermostatisation par effet Peltier : 25-30-37°C et T° ambiante
- Système d'aspiration programmable de 200 à 9000 µl
- Modes d'analyses : Absorbance, concentration, facteur, point final, cinétique, mono et bichromatique, blanc échantillon, blanc réactif.
- Large écran digital avec affichage de la courbe de la réaction
- Impression des résultats

### **Accessoires :**

- 1 imprimante intégrée
- 1 lot de réactifs pour la mise en service avec sérum de contrôle
- 1 housse de protection

Le véhicule sera livré mentionnant les inscriptions suivantes, **sur l'avant, et les deux côtés du véhicule selon les couleurs conventionnées, et « وحدة صحية متنقلة »** En plus du logo de la région sur les deux côtés :



### CHAPITRE III : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

#### ACQUISITION D'UNE UNITE MOBILE MEDICALISEE POUR LA PROVINCE D'IFRANE.

N° des Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix Unitaire en DH (H.T)	Prix Total en DH (H.T)
<i>1</i>	<i>Unité mobile médicalisé</i>	<i>U</i>	<i>1</i>		
Total (H.T)					
Taux TVA (20%)					
Total (T.T.C)					

Fait à ..... le :

**Page n° 21 et dernière**

Marché passé par appel d'offre ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.


Marché N° :.....

Arrêté à la somme de (en DH TTC) :

En chiffre .....

En lettre .....

**ACQUISITION D'UNE UNITE MOBILE MEDICALISEE POUR LA  
PROVINCE D'IFRANE**

<p align="center"><b>Dressé par :</b></p> <p align="center"> Service des Equipements et de la Maintenance Signé : AMEUR Abdelkader</p> <p align="center">Fès, le <b>11 AVR 2017</b>...</p>	<p align="center"><b>Vu et vérifié par :</b></p> <p align="center"> Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets Région Fès - Meknès <b>Youssef ZIANI</b></p> <p align="center">Fès, le <b>11 AVR 2017</b>....</p>
<p align="center"><b>Lu et accepté par :</b></p> <p align="center">Fès, le .....</p>	<p align="center"><b>Présenté par :</b></p> <p align="center"> Pour le Président et P.O Directeur Général des Services <b>Abderrazzak MOUMNI</b></p> <p align="center">Fès, le <b>12 AVR 2017</b></p>
<p align="center"><b>Approuvé par :</b></p> <p align="center">Fès, le .....</p>	